

## Au Journal officiel du 6 au 13 juillet 2018

### Au Journal officiel du 6 au 13 juillet 2018

16/07/2018

#### Au Journal officiel du 6 au 13 juillet 2018

*La Rédaction législation de LexisNexis vous propose une sélection des textes (et décisions du Conseil d'État) les plus importants parus au Journal officiel.*

#### Au JO du 7 juillet 2018 :

- Décret n° 2018-583 du 6 juillet 2018 relatif aux compétences du préfet de police et de certains de ses services dans le ressort de la zone de défense et de sécurité de Paris, dans les départements des Hauts-de-Seine, du Val-de-Marne et de Seine-Saint-Denis et sur les emprises des aéroports de Paris-Charles de Gaulle, Paris-Le Bourget et Paris-Orly, et à celles du préfet de police des Bouches-du-Rhône – *Modification du Code de la sécurité intérieure, du Code du sport, du Code du travail et de textes non codifiés* ;
- Arrêté du 15 juin 2018 abrogeant l'article 170 septies I de l'annexe IV au Code général des impôts - *Modification du Code général des impôts* ;
- Arrêté du 29 juin 2018 relatif à la procédure de recueil des signalements d'alerte au ministère des affaires étrangères.

*À signaler également au titre de ce JO :*

- Décision n° 401333 du 27 juin 2018 du Conseil d'État statuant au contentieux ;
- Décision n° 418638 du 27 juin 2018 du Conseil d'État statuant au contentieux.

#### Au JO du 8 juillet 2018 :

- Décret n° 2018-588 du 6 juillet 2018 portant publication de l'accord de passation conjointe de marché en vue de l'acquisition de contre-mesures médicales (ensemble quatre annexes), signé à Paris le 22 septembre 2015 ;
- Arrêté du 28 juin 2018 relatif aux cartes professionnelles de conducteur de taxi ;
- Arrêté du 28 juin 2018 relatif aux cartes professionnelles de conducteur de véhicule motorisé à deux ou trois roues ;
- Arrêté du 2 juillet 2018 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic

---

technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification –  
*Abrogation de plusieurs textes non codifiés.*

**Au JO du 10 juillet 2018 :**

- Arrêté du 29 juin 2018 modifiant et complétant la liste des établissements de fabrication, flocage et calorifugeage à l'amiante, susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante – *Modification de l'arrêté du 3 juillet 2000 ;*
- Arrêté du 29 juin 2018 modifiant et inscrivant la liste des établissements et des métiers de la construction et de la réparation navales susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante – *Modification de l'arrêté du 7 juillet 2000 ;*
- Arrêté du 29 juin 2018 modifiant la liste des établissements et des métiers de la construction et de la réparation navales susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante – *Modification de l'arrêté du 7 juillet 2000 ;*
- Arrêté du 29 juin 2018 modifiant la liste des établissements et des métiers de la construction et de la réparation navales susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante – *Modification de l'arrêté du 7 juillet 2000 ;*
- Arrêté du 29 juin 2018 modifiant la liste des établissements et des métiers de la construction et de la réparation navales susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante – *Modification de l'arrêté du 7 juillet 2000.*

**Au JO du 11 juillet 2018 :**

- Arrêté du 29 juin 2018 portant modification de la convention type relative aux opérations de transfert de données fiscales effectuées par les partenaires de la direction générale des finances publiques (DGFIP) pour les échanges de données informatisées - *Abrogation de plusieurs textes non codifiés ;*
- Arrêté du 9 juillet 2018 modifiant l'arrêté du 22 février 1990 fixant la liste des substances classées comme stupéfiants.

**Au JO du 12 juillet 2018 :**

- Ordonnance n° 2018-603 du 11 juillet 2018 relative à la procédure disciplinaire devant l'Agence française de lutte contre le dopage – *Ce texte entre en vigueur le 1<sup>er</sup> septembre 2018 – Modification du Code du sport ;*
- Décret n° 2018-598 du 11 juillet 2018 relatif à la détermination de la date assimilée à la date de l'accident pour l'indemnisation des maladies professionnelles des personnes non salariées agricoles – *Modification du Code rural et de la pêche maritime ;*
- Décret n° 2018-600 du 10 juillet 2018 portant diverses mesures de simplification relatives à la déclaration et la gestion de la taxe spéciale sur certains véhicules routiers – *Modification du*

---

décret n° 70-1285 du 23 décembre 1970.

**Au JO du 13 juillet 2018 :**

- Décret n° 2018-606 du 11 juillet 2018 modifiant diverses dispositions relatives au service de santé des armées – *Ce texte entre en vigueur le 3 septembre 2018 – Modification du Code de la défense, du Code de procédure pénale et de plusieurs textes non codifiés ;*
- Arrêté du 1er juillet 2018 *modifiant l'arrêté du 11 octobre 2011* fixant la liste des diplômes et attestations requis des postulants à la nationalité française en application du décret n° 93-1362 du 30 décembre 1993 ;
- Arrêté du 2 juillet 2018 *modifiant l'arrêté du 8 septembre 2015* portant application du décret n° 2015-146 du 10 février 2015 relatif à la dématérialisation des échanges avec les juridictions financières – *Modification de l'arrêté du 8 septembre 2015 ;*
- Arrêté du 4 juillet 2018 relatif au guichet unique « génie civil » prévu à l'article L. 50 du code des postes et des communications électroniques – *Modification de l'arrêté du 22 décembre 2010 et de l'arrêté du 23 décembre 2010 – Voir également l'avis de l'ARCEP n° 2018-0405 du 5 avril 2018 et la délibération de la CRE n° 2018-042 du 15 mars 2018.*

**La Rédaction législation**

© LexisNexis SA